

Mobilisations et grève pour un autre budget

Depuis 2017, Emmanuel Macron ne dévie pas de sa ligne : la politique de l'offre qui se traduit notamment par une baisse d'impôts pour les plus riches. Ce sont les services publics, la Sécurité sociale, les fonctionnaires qui en payent le prix avec des mesures d'austérité. Quel que soit le ou la première ministre, il nous faut imposer un nouveau cap budgétaire !

Budget 2026 : le monde du travail sacrifié !

☛ Encore une année de gel :

- Gel du point d'indice des fonctionnaires
- Blocage de toute revalorisation catégorielle
- Gel des pensions des retraité·es
- Gel des prestations sociales (allocations familiales, logement, AAH...)

➡ Avec une inflation d'au moins +1,4 %, c'est une baisse du pouvoir d'achat et du niveau de vie !

👊 Refusons l'austérité !

Ensemble, défendons nos salaires, nos retraites, nos services publics !

☛ Un nouveau coup porté aux malades après le jour de carence et la baisse de 10% des indemnités en cas d'arrêt maladie :

- Doublement des franchises médicales
- Révision du statut des affectations de longue durée

➡ Coupables et puni·es d'être malades !

☛ L'hécatombe dans les services publics :

- 3 000 suppressions d'emplois dès cette année
- 1 départ à la retraite sur 3 non remplacé dès 2027

➡ Une nouvelle saignée, alors que les services publics sont déjà à l'os !

La dette, le résultat d'un choix politique !

Une dette de 3 000 milliards d'euros ? C'est le résultat des choix politiques faits depuis 2017 par Emmanuel Macron. Selon les calculs d'ATTAC, les cadeaux fiscaux aux grandes entreprises et aux ménages aisés représentent à eux seuls 207 milliards d'euros, soit 24 % de la hausse de la dette sur cette même période. Si on considère l'ensemble des subventions, exonérations, ristournes et niches fiscales en faveur des entreprises, 211 milliards d'euros ont ainsi été versés en 2023, soit 6 690 euros par seconde, sans contreparties, sans conditions, sans transparence.

D'autres solutions existent !

Il est possible de trouver des recettes pour faire face à la situation budgétaire...

Une solution évidente : taxer les riches ! La taxe Zucman viserait alors celles et ceux dont le patrimoine dépasse les 100 millions d'euros, c'est-à-dire 0,01 % des contribuables les plus riches. Elle permettrait de s'assurer qu'elles et ils payent au moins 2 % de leur patrimoine en impôt. Elle rapporterait 15 à 25 milliards d'euros. La suppression de deux jours fériés est, elle, censée rapporter 4,2 milliards d'euros...

Pour un autre budget, toutes et tous dans l'action avec le SNES-FSU :

- **préavis de grève** pour tout le mois de septembre
- **le 10 septembre**, le SNES-FSU accompagne et soutient les mobilisations sur la base de ses revendications (justice fiscale, financement des services publics)
- **le 18 septembre**, toutes et tous en grève dans le cadre de l'appel interprofessionnel unitaire pour gagner un budget de justice sociale et de solidarité

Les collèges et les lycées asphyxiés par le manque de moyens !

Il manque au moins un·e enseignant·e dans 55 % des établissements, un PsyEN dans 13,2 % des établissements, une AESH dans 12,2 % des établissements. La situation est particulièrement dégradée, comme un symbole de l'inaction des différents ministres face à la crise de recrutement ou au refus de créer un statut de fonctionnaire pour les AESH. À l'heure où la jeunesse va mal, où elle grandit dans un monde à la complexité croissante, où elle a besoin de plus d'adultes, le manque de personnels est désastreux.

20 à 30 % des bâtiments scolaires sont « vétustes » et « inadaptés » aux événements climatiques extrêmes (enquête de l'Alliance écologique et sociale à laquelle participe le SNES-FSU), sans compter les problèmes d'aération, d'amiante, de moisissures...



Une perte de sens pour nos métiers

Selon une enquête du SNES-FSU menée en juin dernier, près des deux tiers des personnels affirment avoir pensé à démissionner ces deux dernières années. Un chiffre qui montre l'état de la crise dans l'Éducation nationale. Les raisons : la rémunération insuffisante et l'absence de perspectives de carrière, la dégradation globale de l'École publique, l'écart entre décisions ministérielles et le terrain.

Les réformes emblématiques comme le « Choc des savoirs » ou le bac Blanquer sont sans cesse ajustées, rafistolées, bricolées par des ministres qui refusent d'écouter les personnels. Les CPE et les AED se voient soumis à des injonctions sécuritaires loin de la dimension éducative de leurs métiers. Les PsyEN voient leurs missions glisser vers celles de personnels de santé...



POUR un budget 2026 au service de l'École publique, du 2nd degré et de ses personnels

Les suppressions d'emplois envisagées sont inacceptables ! En huit rentrées préparées par Emmanuel Macron, les collèges et les lycées ont perdu 8 865 emplois de professeur·es alors même qu'il y avait 8 029 élèves en plus. Il faut un peu plus de 10 000 emplois de professeurs pour retrouver le taux d'encadrement de 2017. Résoudre la crise d'attractivité impose de revaloriser les carrières. Le SNES-FSU milite pour une reconstruction des carrières qui croise plusieurs leviers : accélération du rythme d'avancement, ajout de points d'indice, augmentation du nombre de promotions de grade, plan de titularisation, rattrapage de la valeur du point d'indice, intégration des primes dans le traitement indiciaire. À terme, le corps revalorisé des professeur·es agrégé·es doit devenir le corps unique des professeur·es et celui de référence des psychologues de l'Éducation nationale et des CPE.